

me était trop important pour pouvoir être résolu dans le cadre du discours du trône. Mais je ne puis lui pardonner de passer allègrement sous silence les avantages réels que le Canada peut trouver dans une communauté mondiale renouvelée.

● (1522)

Le 26 septembre dernier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) s'est rendu à l'Assemblée générale des Nations Unies pour y prononcer son discours annuel. Las des platitudes coutumières, le ministre a blâmé l'ONU de son manque d'efficacité et il a déclaré que cet organisme international était condamné à disparaître s'il ne se rendait pas plus utile. Sans doute le ministre a-t-il profité de son exposé pour éliminer l'agressivité qu'il avait accumulée à l'égard de l'ONU, mais il aurait mieux servi cet organisme s'il l'avait encouragé au lieu de le gronder.

Ce qui fait surtout la valeur de l'ONU, c'est que cet organisme prépare lentement le cadre où le nouvel ordre juridique mondial pourra s'élaborer. Cette démarche, rendue pénible par l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, et maintenant entre le Nord et le Sud, sera longue. C'est pourtant aux organismes de l'ONU et à son chapelet de conférences mondiales qui étudient les problèmes de l'alimentation, de la population, de l'habitat, de l'industrialisation, des déserts et de l'eau—pour n'en nommer que quelques-uns—que nous devons notre nouvelle compréhension des limites et des contraintes que la terre impose à la vie et au comportement de l'homme. Les gouvernements des différents pays apprennent à collaborer, forcés qu'ils sont par l'interdépendance physique et économique de l'ensemble de notre planète. Mais cet apprentissage est pénible, et la patience en l'occurrence vaudrait mieux que l'empêtement.

L'ONU ne peut forcer les gouvernements à adopter des stratégies mondiales. Il ne peut recourir qu'à ses pouvoirs persuasifs. Voilà pourquoi le consensus international est d'importance vitale et pourquoi le Canada devrait faire preuve de plus de dynamisme dans ses efforts pour en arriver à un consensus qui mène directement à un monde plus sûr, plus juste.

Lors de son passage à l'ONU, le ministre a annoncé que, sujet à l'approbation du Parlement, le Canada donnerait pour 7.5 millions de dollars de céréales de consommation, soit environ 50,000 tonnes, à un fonds de réserves d'urgence de céréales. Le discours du trône n'en fait même pas mention. De même, le ministre a reproché à l'ONU de ne pas assumer entièrement ou effectivement ses responsabilités dans le domaine des droits de l'homme. Le gouvernement ne pourrait-il pas accorder aux droits de l'homme l'importance primordiale qui leur revient en élevant sa voix dans le chœur des revendications internationales? Le gouvernement limite le souci qu'il se fait des droits de l'homme aux cas très précis des familles à réunir, mais c'est là une interprétation par trop étroite de ce problème très poignant.

Au lieu de critiquer l'Organisation des Nations Unies, le gouvernement canadien devrait inciter les autres pays du monde à cautionner l'assemblée extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement qui doit se tenir aux mois de mai et juin de l'année prochaine à New York. D'après le secrétaire de l'Organisation, M. Kurt Waldheim, le spectre d'un conflit nucléaire est sans conteste «la menace la plus terrifiante qui plane sur nous et sur les générations futures.» Six pays au

moins possèdent la bombe atomique à l'heure actuelle et environ deux douzaines d'autres ou même davantage sont en passe de la posséder car leur programme énergétique leur permet de produire s'ils le veulent les éléments qui peuvent servir de base à la fabrication de plusieurs milliers de bombes atomiques.

Les dépenses annuelles au chapitre de l'armement atteignent maintenant les 350 milliards de dollars. Il est pratiquement impossible de se faire une idée de cette somme mais on peut dire qu'elle représente les deux tiers du produit national brut de l'ensemble des pays du tiers monde. Les recherches scientifiques à orientation militaire mobilisent 400,000 savants et ingénieurs hautement qualifiés. On attribue un nom exotique à chaque nouvelle invention que l'on présente toujours comme un moyen d'accroître la force de dissuasion, mais c'est précisément la poursuite acharnée d'une politique de dissuasion qui a entraîné les deux grandes puissances atomiques, les États-Unis et la Russie, dans un cycle vicieux. Chacune des parties s'est lancée dans une course technologique pour améliorer au maximum ou perfectionner sa puissance de dissuasion.

La situation n'est déjà guère brillante mais elle ne pourra qu'empirer au fur et à mesure que les centrales nucléaires se développeront. Les riches d'accident, la mauvaise interprétation de certaines directives, le vol d'armes atomiques, les cas de terrorisme et de chantage nucléaires se multiplieront dans un monde envahi de centrales nucléaires, le genre de monde vers lequel nous nous dirigeons. Quelque valeur que puisse avoir la théorie de la dissuasion réciproque dans un monde bipolaire ou un monde composé de nombreuses puissances nucléaires très différentes sur le plan géopolitique, militaire et technologique, ces valeurs sont en train de changer. Notre monde devient plus dangereux au fur et à mesure où la technologie militaire se développe, ce qui a poussé l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm à conclure que «les risques d'une guerre nucléaire mondiale augmentent constamment».

Le scandale des armes ne se limite pas à la menace atomique. Bien que les superpuissances et les autres grands pays industrialisés viennent en tête, le nombre de pays du tiers monde qui disposent d'armes conventionnelles extrêmement complexes ne cesse d'augmenter. La part qui revient au tiers monde en matière de dépenses militaires à l'échelle internationale est passée de 5 p. 100 en 1955 à 17 p. 100 cette année. Mais c'est surtout dans le domaine du commerce international des armes que le rôle du tiers monde a augmenté de façon spectaculaire. Environ 75 p. 100 du commerce d'armes dans le monde se fait actuellement avec le tiers monde. En fait, au cours de la dernière décennie, les budgets militaires des pays du tiers monde—et c'est sans doute la constatation la plus attristante qu'on puisse faire à la Chambre aujourd'hui—ont augmenté deux fois plus vite que le reste de leur économie et elles dépassent à l'heure actuelle l'ensemble des crédits que ces pays allouent aux domaines combinés de l'enseignement et de la santé.

Le commerce international des armes réunit les acheteurs et les vendeurs avides, comme l'a prouvé la guerre civile qui a sévi au Liban pendant 18 mois, entraînant la mort de 40,000 personnes. De tous côtés et quelle que soit son affiliation politique, on a acheté et passé des armes en contrebande: à l'est comme à l'ouest, dans le monde communiste et capitaliste, les idéalistes comme les autres. Non seulement ce commerce